



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la  
protection des populations de la  
Somme**

Santé Protection Animale et Environnement  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens  
03 64 26 87 00  
ddpp@somme.gouv.fr

Amiens, le 20/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VIANDES HENRI PETIT (LES) – ABATTOIRS**

##### **SA AMIP**

13 rue de l'Etang  
80620 Domart-en-Ponthieu

Références : DDPP80 2024 02897  
LRAR n°1A 205 460 3869 5  
Code AIOT : 0058000381

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement VIANDES HENRI PETIT (LES) - ABATTOIRS SA AMIP implanté 13 rue de l'Etang 80620 Domart-en-Ponthieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIANDES HENRI PETIT (LES) - ABATTOIRS
- 13 rue de l'Etang 80620 Domart-en-Ponthieu
- Code AIOT : 0058000381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site abrite d'anciennes installations d'abattage de bétail et des stabulations. La SA AMIP a été liquidée en 2013 et le site a été racheté récemment en vue d'y installer un élevage de bovins à l'engraissement. La visite a porté sur la mise en sécurité et la remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité initiée en 2013 par le liquidateur judiciaire de la SA AMIP.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les installations de la SA AMIP ont été revendues et viennent d'être mises à disposition du nouveau propriétaire, la SARL MANCHE, qui souhaite développer une activité d'engraissement de bovins dans les stabulations existantes. Cette nouvelle activité relèvera du régime déclaratif au titre de la rubrique 2101-1 de la nomenclature des installations classées et la mise en oeuvre du projet nécessitera l'obtention préalable d'une dérogation aux distances en raison de la présence de tiers et d'un cours d'eau à proximité des installations.

Considérant la clôture de la liquidation judiciaire de la SA AMIP en 2017, la réhabilitation des terrains ne peut plus incomber au dernier exploitant. En l'absence de tiers demandeur au titre de l'article R512-79 du code de l'environnement pour se substituer au dernier exploitant pour réaliser la mise en sécurité du site et la réhabilitation des terrains, l'ICPE ne peut pas être régulièrement réhabilitée et les dispositions de l'article L556-1 du code de l'environnement s'appliquent.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 1.5.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SA AMIP a été placée en liquidation judiciaire le 1er février 2013. La cessation de l'activité a été notifiée par le liquidateur, Maître Sophie LAFARGE, par courrier du 31 juillet 2013 accompagné d'un pré-devis pour un diagnostic environnemental du site. Aucun élément n'a été transmis quant à la mise en sécurité et la remise en état des installations conformément à l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2005 modifié (article 1.5.4.).

Le site a été laissé à l'abandon à l'issue de l'arrêt des activités d'abattage. Les stabulations ont toutefois été continuées d'être utilisées par l'ancien gérant (M. PETIT) pour son activité bovine. De nombreux déchets sont présents sur le site (déchets internes, DIB, bidons d'hydrocarbures et de produits de nettoyage, etc.) dans les bâtiments et les locaux annexes, ainsi qu'à l'extérieur des bâtiments, où l'absence d'entretien du site a conduit à une végétation diverse masquant des dépôts sauvages de déchets.

Il est nécessaire de procéder à la sécurisation des accès des bâtiments pour éviter les intrusions) et au nettoyage du site avec l'évacuation des déchets en vue de leur traitement, leur recyclage ou leur élimination avant d'envisager toute nouvelle activité au sein des installations pouvant héberger des animaux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications et cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que par des déchets présents sur le site ;</li> <li>• la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;</li> <li>• l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement ;</li> <li>• en cas de besoin, la surveillance de l'impact de l'installation sur son environnement.</li> </ul>

## Constats :

La notification de la mise à l'arrêté définitif a été effectuée par le liquidateur judiciaire de la SA AMIP par courrier du 31 juillet 2013 (effet antérieur au 1er février 2013). La notification n'a donc pas été réalisée dans les délais prévus par le présent article (liquidation judiciaire).

La notification ne comprenait pas de dossier de cessation d'activité et notamment le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site. Seul un pré-devis pour un diagnostic environnemental a été fourni, mentionnant la présence de déchets et des propositions de sondage sur certaines zones pour évaluer la migration de polluants (type métaux lourds et HAP) avec la réalisation d'analyses.

La liquidation judiciaire de la SA AMIP a été clôturée en 2017. Il n'y a donc plus d'exploitant ICPE au sens du code de l'environnement et la procédure de cessation d'activité initiée en 2013 ne peut pas être poursuivie.

Le site est amoncelé de déchets divers (DIB, déchets inertes, bidons d'hydrocarbures, fumiers, médicaments vétérinaires usagés, etc.) dans les locaux et à l'extérieur alors que le site est bordé par un cours d'eau.

La végétation moyenne à dense cache de nombreux déchets (tôles, barrières, bidons vides de produits de nettoyage, d'huile hydraulique, gravats, etc.). Il n'est pas possible d'accéder à l'ancien parc de contentieux des animaux en raison de la végétation dense.

Un ancien container de stockage de viande utilisé comme atelier contient des bidons renfermant de l'antirouille, du liquide de refroidissement et du matériel de bricolage.

Un ancien local "transformateur" comporte également du matériel de bricolage ainsi que des bidons dont certains remplis d'huile (Hydragri, 15W40, etc.). Ce local est maintenu clos avec un système non cadenassé.

Un local annexe de l'abattoir servant de vestiaires et de communs contient de nombreux bidons d'huile vides ainsi qu'une ancienne installation frigorifique de M029. Il n'a pas été possible de vérifier la présence éventuelle de fluide vu l'état de l'installation.

La salle des machines générale des locaux de l'abattoir contient également des éléments pour les installations frigorifiques (R404A, R22, FX56 (et d'autres illisibles)) mais leur état ne permet pas de s'assurer du retrait des fluides ou d'un éventuel dégazage déjà réalisé. Le dossier de la SA AMIP fait état de 188 kg de R22, 20 kg de FX56, 30 kg de M029, 79 kg de R404A (état des lieux d'AXIMA Réfrigération - 2009).

Plusieurs bouteilles de gaz (dont propane) sont également présentes. Leur état de contenance n'a pas été vérifié.

Dans les locaux de l'abattoir, les anciens frigos sont vides, les machines ont été retirées. Des DIB sont toutefois observés, signe de squat, ainsi que des bidons d'améliorant de combustion (bidons pleins de PR-SP-500 et 501), des aliments complémentaires pour bovins périmés (RUMI ACTIF), un bac contenant de l'huile de vidange. Des matières stercoraires sèches sont observées dans un bac dans la zone "panse". Des produits vétérinaires périmés, des anciennes boucles de marquage de la viande et de bovins sont également présents dans les locaux. Des traces de vidange d'huile sont encore visibles dans le bac de saignée attendant au piège de contentieux de l'abattage rituel.

Un bâtiment situé en fond de parcelle contient de la paille usagée, ainsi qu'un escalier, des tôles de voiture, des produits vétérinaires périmés (dont un flacon de *linco spectin* -antibiotique), du matériel, des tôles. Ce bâtiment sert également pour le stockage de matériel d'un artisan. Une partie du bardage est manquante.

Deux zones de stabulation comportent encore de la paille/fumier. L'état des bâtiments est correct mais nécessite un curage des zones paillées.

L'ancienne buverie a été nettoyée mais sert de garage pour une voiture (non verrouillée), des mangeoires pour bovins, un bac contenant de l'huile de vidange, ainsi qu'un télescopique.

Une des fosses enterrées longeant l'ancienne buverie a été observée. Elle était destinée à recueillir les eaux de lavage des locaux avant leur traitement et renvoi vers la station d'épuration, située au sud du site. Son contenu est clair. Le volume présent n'a pas été estimé.

Une seconde fosse enterrée est également présente sur le site mais il n'a pas été possible d'ouvrir le regard d'accès. Elle est située, au regard des plans du dossier de la SA AMIP, au niveau de

l'ancienne station de pré-traitement en amont du rejet vers la STEP. Son contenu est également clair mais avec un fort dépôt en fond de cuve (utilisation d'une tige pour en vérifier le contenu). D'après l'arrêté d'exploitation de la SA AMIP, le site comporte aussi une cuve enterrée de carburant mais il n'a pas été possible de trouver son emplacement. Une précédente inspection avait mis en évidence une cuve aérienne (non observé à ce jour) et la mention d'un démantèlement programmé de la cuve enterrée. Les éléments disponibles dans le dossier ICPE ne permettent toutefois pas d'attester du retrait effectif de la cuve en question.

Concernant la mise en sécurité du site, seul le portail d'accès a été fermé, et il est toujours possible d'accéder à l'intérieur des différents bâtiments de l'abattoir et de leurs annexes, notamment via les portes (certaines sont absentes) ainsi que par l'ancienne "bergerie" en marge du chemin d'accès au site. Pour les stabulations, l'accès est total car ouvertes sur un pan entier.

En l'état, le site ne peut pas accueillir de nouvelles activités.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Des mesures doivent être prises pour limiter l'accès aux bâtiments (fermeture des portes, cloisons etc).

Malgré l'absence d'exploitant pour poursuivre la procédure de cessation d'activité, des mesures de gestion doivent être prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

L'ensemble des déchets présents sur le site doit être évacué et envoyé en filières de traitement ou d'élimination adaptées. Le nouveau propriétaire devra conserver les justificatifs d'envoi en déchetterie ou en entreprise spécialisée.

Les stabulations doivent être curées et les fosses vidangées. Il sera nécessaire d'examiner le contenu des fosses pour déterminer la filière de traitement la plus appropriée (notamment si l'épandage sur terres agricoles est envisagé).

Les réseaux enterrés (eaux pluviales (EP) et eaux usées (EU)) doivent être curés.

Pour le réseau EU, le nouveau propriétaire devra envisager l'obstruction du réseau vers la STEP, si la gestion des effluents liquides est purement agricole. En cas d'envoi en STEP, il sera nécessaire d'établir une convention avec la collectivité pour définir les modalités de déversement et de surveillance des rejets.

Concernant les anciennes installations frigorifiques, il est nécessaire de faire intervenir une entreprise spécialisée dûment agréée pour effectuer la reprise des fluides restants et leur évacuation en filière adaptée.

**Type de suites proposées : Sans suite**